

LIBAN, DESTINÉE INCERTAINE

PAR LE COLONEL YVES DURIEUX - PROMOTION « MARÉCHAL DE TURENNE » (1973-75)

« Certaines contrées semblent prédestinées dès l'origine à n'être que des champs de bataille, disputés sans cesse entre les nations. C'est chez elles et à leurs dépens que leurs voisins viennent vider de siècle en siècle, les querelles et les questions de primauté qui agitent leur coin du monde. (...) Un hasard inespéré oblige-t-il enfin leur seigneur étranger à les délivrer de sa présence, ils se montrent incapables de mettre à profit le répit que la fortune leur accorde et de s'organiser efficacement en vue des attaques futures. Ils se divisent en cent communautés rivales ... »

Gaston Maspero, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient classique*. 1895-99

Le Moyen-Orient continue d'être un foyer de grande tension et si les crises en Lybie, au Yémen, en Syrie et la montée du radicalisme islamiste ont monopolisé depuis quelque temps l'intérêt du public, l'actualité récente vient de nous rappeler s'il en était besoin que le Liban lui-même nécessite toute notre attention. Après avoir servi dans la région (FINUL 1984-85, observateur de l'ONU 1990-92), supervisé cette zone au ministère (2002-2004) et comme cadre à l'ONU à New York (2006) puis séjourné en Syrie avec une organisation humanitaire (2017), ancien attaché de défense, je m'étais lancé dans de longues études universitaires sur le Liban. Profitant d'échanges, je me retrouvai en janvier 2020 professeur à l'université Saint-Joseph de Beyrouth pour un semestre.

À mon arrivée, les grandes manifestations anti-gouvernementales qui avaient débuté en octobre 2019 se poursuivaient. À cette occasion, les participants issus de toutes les confessions avaient de façon plutôt inhabituelle nommément pris à partie l'ensemble des dirigeants du pays de Nabih Berry, président du parlement, et Hassan Nasrallah, chiites, à Saad Hariri, Premier ministre sunnite, Walid Jumblatt, dirigeant druze et Gebran Bassil, chef du Courant patriotique libre (CPL) incluant même le président de la République, Michel Aoun, ces derniers chrétiens maronites. Très suivies dans tout le pays, elles avaient provoqué en décembre la chute du gouvernement de Saad Hariri. Ce que ces manifestants reprochaient à tous ces hommes politiques, pour la plupart d'anciens chefs de milice, était d'être totalement coupés de la réalité du pays et de perpétuer un système politique corrompu tout juste capable de dis-

tribuer des prébendes aux proches sans souci ni du sort de la population ni de l'avenir du pays. Ce mouvement (« *Hirak* ») de mécontentement inattendu par son ampleur a coïncidé avec une détérioration sévère de la situation économique du pays et dès mi-février avec l'irruption du premier cas de coronavirus, transporté par un voyageur chiite de retour de Téhéran. Après les mesures de confinement prises par le gouvernement, le mouvement a semblé s'essouffler durant l'hiver avant de reprendre de plus belle après la gigantesque explosion du 4 août. Celle-ci en entraînant la mort de plus de 180 personnes et des dégâts matériels considérables a souligné une nouvelle fois l'incapacité des dirigeants à gérer le pays. De fait, on se doit de reconnaître que l'histoire du Liban est celle d'un pays particulièrement éprouvé par le sort. À la guerre civile de 1975, qui avait fait plus de 90 000 morts et plus d'un million de déplacés, ont succédé quinze années d'occupation syrienne prédatrice. Depuis 2011, le pays a en outre subi de plein fouet les effets du conflit en Syrie. Cela s'est traduit

tout d'abord par l'afflux progressif de plus d'un million et demi de réfugiés, chiffre considérable puisqu'il équivaut à plus du tiers de la population du pays. Cela s'est traduit ensuite, dès l'année 2013 par des heurts sérieux dans la région de Tripoli et de Saïda entre groupes salafistes sunnites palestiniens ou étrangers (*Al Qaida/Al Nusra*) et combattants du Hezbollah chiites et alaouites, entraînant même des pertes sensibles au sein de l'armée libanaise.

En 2020, les principaux piliers du pays sont en passe de s'effondrer. Tout d'abord le système de partage du pouvoir qui a caractérisé le pays depuis sa fondation ne fonctionne plus. Il repose sur une répartition des postes entre les différentes communautés dont l'aspect le plus connu est la présidence de la République à un chrétien maronite, celle du conseil à un sunnite et celle de la chambre à un chiite. Parmi les raisons de ce blocage, on ne peut nier les effets très négatifs du protocole d'accord signé en 2006 entre le « *parti de Dieu* » (le Hezbollah) et



Place des Martyrs à Beyrouth

Michel Aoun et son parti le CPL dans le seul but d'obtenir la présidence de la République, mesure opportuniste qui a donné au parti chiite un sérieux pouvoir de nuisance. Le deuxième pilier était une certaine solidité financière. Or, si les investissements de la diaspora libanaise qui ont atteint en 2018 près de huit milliards de dollars ont permis un apport régulier de capitaux, ils n'ont pas empêché la dette de se maintenir à un niveau très élevé puisqu'en 2019, elle était de 90 milliards de dollars pour un produit intérieur brut qui était descendu à 51 milliards. Face à cette crise, le gouvernement a dû prendre la décision de ne pas honorer les échéances de ses bons du Trésor ébranlant non seulement les banques mais également les petits épargnants et faisant craindre un effondrement financier du pays. Enfin, le secteur du tourisme habituellement très productif a subi le choc de l'épidémie puisqu'en mars 2020, plus de 800 établissements qui représentent au moins 25 000 emplois ont définitivement fermé. En août, les propositions du FMI présentées après son audit du mois de mars, si elles pourraient ouvrir la voie à une mise à plat du système n'ont pas encore été acceptées par le Hezbollah qui sans être officiellement présent au gouvernement garde un pouvoir de nuisance considérable. Le mouvement redoute en effet que les mesures de transparence proposées ne portent un coup d'arrêt à ses trafics très productifs et à ses

transferts d'armes en provenance de l'Iran par la Syrie ou par le port de Beyrouth. Enfin, cet effondrement touche très durement le troisième pilier du pays qui est celui de sa classe moyenne, historiquement l'une des plus ingénieuses de la région dont les plus jeunes et souvent les plus brillants vont devoir prendre le chemin de l'exil. Du fait d'une inflation galopante, le pouvoir d'achat a diminué de moitié, phénomène qui frappe particulièrement les fonctionnaires, les enseignants et

**En 2020,
les principaux piliers du pays
sont en passe de s'effondrer.**

les cadres de l'armée libanaise et des forces de sécurité intérieure (la gendarmerie) qui sont des ferments de stabilité alors même que le coût des denrées de vie courante était multiplié par trois. La Banque mondiale estime en outre qu'environ 50% des Libanais vivent en dessous du seuil de pauvreté et que des milliers souffrent de la faim.

Enfin, un des derniers facteurs qui pèse lourdement sur le futur du pays, est l'armement de la milice chiite. En effet, malgré les prescriptions des accords de paix de Taëf de 1989 et la résolution du Conseil de sécurité 1559 de 2004,

le Hezbollah n'a pas désarmé. Il reste donc plus puissant que l'armée libanaise et se voulant à la pointe du combat contre Israël multiplie les agressions, sans reconnaître que les conséquences pour le pays en seront catastrophiques.

Au Liban, le confessionnalisme dans un schéma qui reste unique et qui est souvent critiqué, n'a pas que des détracteurs, puisqu'il permet à toutes les communautés d'accéder à des postes de responsabilité. Il assure en particulier une place aux Chrétiens qui dans tout autre régime du monde arabe ne seraient que des « citoyens de seconde zone » (« *dhimmi* »). En outre, en l'absence de soutien de l'État, et tout imparfait qu'il soit, ce système impose une sorte de contrat social entre le chef confessionnel (« *zaim* ») et ses « coreligionnaires ».

À ce stade, alors même que les étudiantes et les étudiants libanais rencontrés dans ce milieu chaleureux et très francophile de l'université Saint-Joseph démontraient chaque jour leur volonté d'apprendre et leur sympathie pour la France, il est très difficile d'être optimiste quant au sort du pays. En effet, alors que la classe politique libanaise actuelle freine toute remise en cause de ses habitudes, il n'est pas certain que les récentes prises de position de la communauté internationale se traduisent par l'application effective de mesures concrètes sur le terrain.

